

COMMUNICATION ÉVÈNEMENT

Soirée d'échanges autour de François HOLLANDE – Club 31

Dans la continuité du cycle de rencontres Présidentielles 2027, le groupe NSI et ses marques ESL, Antidox et Madame Bovary auront le plaisir de recevoir **Monsieur François HOLLANDE**, Président de la République française 2012-2017 et Député de la 1^{ère} circonscription de la Corrèze, dans le cadre de la prochaine soirée du Club 31.

Cette soirée d'échanges s'articulera autour d'une question centrale pour l'avenir de notre pays: « **La France peut-elle encore avoir les moyens de ses ambitions ?** »

L'événement se tiendra le mardi 16 juin 2026 à 19h, au siège du groupe ADIT (31 quai Anatole France, Paris 7^{ème}), et sera suivi d'un cocktail dînatoire. Nous diffuserons ensuite le match France-

Sénégal de Coupe du Monde à partir de 21h pour clôturer cette rencontre en convivialité.

Une occasion rare d'échanger en toute confidentialité avec une personnalité politique qui a exercé les plus hautes fonctions de la République, autour des grands défis que traverse notre époque ●



Invitation



NSI vous invite au Club 31

Soirée d'échanges suivie d'un cocktail dînatoire

Le groupe NSI et ses marques **ESL, Antidox** et **Madame Bovary** vous offrent une série d'événements réservés dans le cadre du **Club 31** autour d'éminentes personnalités, afin de vous faire bénéficier d'un **haut niveau de décryptage de l'environnement politique et économique**. Réunissant un cercle restreint de dirigeants, ces rendez-vous privilégient **la confidentialité et la qualité du dialogue**.

Mardi 16 juin 2026 à 19h

31 Quai Anatole France, 75007

Monsieur François HOLLANDE

Président de la République française 2012-2017
Député de la Corrèze

autour de la thématique:

**La France peut-elle encore avoir
les moyens de ses ambitions ?**

NSI Group, l'agence d'influence du groupe ADIT
diffusera le match France-Sénégal de coupe de monde
à l'issue du cocktail dînatoire à 21h.



ÉDITO

Visites consécutives des présidents Trump et Poutine à Pékin en mai 2026

Par Maurice GOURDAULT-MONTAGNE



Maurice GOURDAULT-MONTAGNE est diplomate de carrière, et a alterné entre de hautes responsabilités à l'étranger et en administration centrale. Il a ainsi été ambassadeur de France au Japon (1998-

2002), au Royaume-Uni (2007-2011), en Allemagne (2011-2014), puis en Chine (2014-2017). À Paris, il fut le directeur adjoint puis le directeur du cabinet d'Alain JUPPÉ, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères (1993-1995) puis Premier ministre (1995-1997). Il devint ensuite conseiller diplomatique de Jacques CHIRAC à l'Élysée (2002-2007), et enfin secrétaire général du Quai d'Orsay (2017-2019). À l'issue de sa carrière diplomatique, il intégra le Boston Consulting Group et rejoindra le Groupe ADIT et ESL en tant que Senior Advisor en octobre 2023.

La Chine du président Xi Jinping s'est trouvée au centre des équilibres internationaux pendant le mois de mai avec la visite du président Donald Trump les 13 et 14 mai puis la semaine suivante, celle du président Poutine à Pékin.

On sait que la visite du président Trump avait été repoussée de six semaines en raison du conflit avec l'Iran. Elle était d'autant plus attendue que la rivalité sino-américaine constitue l'arrière-plan de tous les conflits actuellement en cours dans lesquels les États-Unis sont en initiative et la Chine en position le plus souvent d'arbitre.

La rivalité entre la Chine et les États-Unis revêt deux aspects. Le premier est à l'échelle planétaire puisque c'est une compétition pour la domination mondiale s'agissant des hautes technologies et des normes qui en découleront à l'échelle planétaire. La Chine y travaille depuis le plan « made in China 2025 » lancé en 2015, qui lui a permis de créer des champions nationaux puis mondiaux dans le domaine de l'intelligence artificielle, de la fibre, des biotechs, du quantique, etc... à l'exception des semi-conducteurs. Le deuxième aspect dans cette rivalité entre les deux pays trouve sa manifestation dans l'océan Pacifique où les deux puissances sont en opposition stratégique en particulier concernant



© Peter Zhou, Unsplash

la mer de Chine du Sud ou Pékin cherche à imposer sa souveraineté en occupant ou en contrôlant des îlots souvent revendiqués par d'autres pays, mais aussi et surtout avec la situation et l'avenir de Taïwan, entité *sui generis* gouvernée démocratiquement, que la Chine considère comme partie intégrante de sa souveraineté et avec laquelle elle a pour projet politique une réunification qu'elle considère comme inéluctable avant 2049, année du centenaire de la République populaire.

La visite du président Trump était en quelque sorte aussi une revue à mi-parcours de la trêve commerciale conclue fin octobre 2025 au sommet de l'APEC à Busan en Corée du Sud. À cette occasion, la Chine avait consenti à livrer les terres rares dont les États-Unis ont besoin pour leur propre développement et dont on sait que la Chine en détient 60% et en possède 90% des capacités de raffinage. Les Chinois, de leur côté, avaient besoin de s'assurer de la livraison des puces nécessaires au développement de l'intelligence artificielle. Pour le président chinois, actuellement en train de préparer le

21^e congrès du parti communiste qui se tiendra en 2027 et au cours duquel il sollicitera certainement un quatrième mandat, il était important aussi et surtout, de confirmer la position américaine sur Taïwan, sujet le plus important comme l'a confirmé Wang Yi, ministre des Affaires étrangères. Outre le protocole fastueux autant que minutieux mis en place par la Chine pour accueillir le président américain accompagné d'une nombreuse délégation dans laquelle se trouvaient les dirigeants des principales entreprises américaines des hautes technologies et de l'industrie, avec toutes les attentions auquel il a manifestement été sensible, la visite paraît avoir produit des deux côtés ce qui était attendu.

Dans ses propos introductifs, le président Xi Jinping a souligné d'emblée la nécessité de rechercher une « stabilité stratégique constructive ». Les États-Unis ont obtenu la confirmation d'achats par Pékin de soja et de GNL, une commande de 200 avions Boeing à finaliser, et surtout la poursuite de la livraison de terres rares sur lesquelles les Chinois avaient, avant le compromis de Busan,

mis en place un droit de contrôle extraterritorial sur leur utilisation dont ils ont confirmé la levée. De leur côté, les Chinois ont obtenu la poursuite de livraisons de puces indispensables au développement de l'intelligence artificielle, malgré l'opposition d'une partie de l'establishment militaro-industriel américain.

C'est sur Taïwan que les positions des deux parties étaient attendues. Le président Xi Jinping a souligné dans un avertissement explicite qu'« une mauvaise gestion de Taïwan conduirait à la confrontation et au conflit ». Le message paraît avoir été parfaitement entendu. Le secrétaire d'État Marco Rubio, sur place, a indiqué que la politique américaine n'avait pas changé, les États-Unis souhaitant conserver un *statu quo* à la situation de Taïwan. Mais c'est dans l'avis de retour que le président Trump a déclaré « qu'il ne voyait pas pourquoi on parlerait d'indépendance et que les États-Unis n'avaient nul besoin de venir faire la guerre à 15 000 km ». Sans « s'opposer » explicitement à l'indépendance de Taïwan ce que, dit-on, les Chinois auraient souhaité, l'expression du président américain, sans sortir de l'ambiguïté stratégique dont s'était départi autrefois le Président Biden en faveur de Taïwan, a été aussi loin que possible. Concernant les ventes d'armes américaines à Taïwan dont une livraison pour un montant de 11 milliards a eu lieu en début d'année, tandis qu'une autre livraison pour un montant de 14 milliards est en attente, le président américain a réservé sa réponse, précisant « qu'il gardait un levier ». Ce sera un test. La visite de la présidente du Kuo MinTang, majoritaire à l'assemblée de Taïwan, qui avait eu lieu quinze jours avant la visite du président américain, était dans tous les esprits. Pékin avait voulu démontrer qu'une réunification pacifique et une désescalade menant à la réunification le moment venu, par adhésion progressive de l'opinion taïwanaise, restait une option possible.

L'Iran aussi a été évoqué dans les entretiens. La réouverture du détroit d'Ormuz est en effet cruciale pour les deux parties à des titres différents. Pour le président Trump, on sait qu'il s'agit de sortir d'une difficulté politique intérieure sans délai avant les échéances des élections à mi-mandat. Pour le Président chinois, il est important que les partenaires commerciaux de la Chine, en particulier en Asie, ne connaissent pas de récession économique du fait de l'impossibilité de recevoir les livraisons d'intrants pour les engrais qui transitent pour près

de 50% par le détroit d'Ormuz et qui sont nécessaires à la productivité agricole. Une récession économique dans ces pays d'Asie aurait un impact sur l'économie chinoise en général où les exportations représentent plus de 20% du PNB. Les deux dirigeants ont ainsi affirmé la nécessité de ne pas recourir à la force pour ouvrir le détroit d'Ormuz et de ne pas admettre de droits de péage de la part de l'Iran.

On peut donc considérer que cette visite du président américain en Chine, la première depuis sept ans, a été un succès. La notion de « stabilité stratégique constructive » va être dans les prochains mois au cœur d'une relation qui reste éminemment compétitive. D'ores et déjà, on peut s'interroger sur la réaction chinoise devant les atermoiements de la perspective d'accord entre l'Iran et les États-Unis, remise constamment en cause par des déclarations guerrières du président Trump envers l'Iran. Les Chinois ont confirmé que le président américain envisageait de se rendre au sommet de l'APEC à Shenzhen au mois de novembre. Le président Xi Jinping pourrait venir aux États-Unis en décembre pour le G20. Aussitôt après, les 19 et 20 mai, a suivi la visite du président Poutine qui était la 40^e rencontre entre les deux hommes. Le prétexte était la célébration du 30^e anniversaire du « traité de bon voisinage et d'amitié » entre les deux pays. Cette visite, prévue depuis longtemps, avait pour objectif de consolider encore un peu plus, si nécessaire, la relation entre la Chine et la Russie. Plus d'une dizaine d'accords économiques ont été signés entre les deux pays. On note toutefois que, pour des raisons techniques semble-t-il, la décision finale concernant le financement du pipeline *Power of Siberia 2*, dont il avait déjà été question à Tien Tsin au sommet de l'organisation de la coopération de Shanghai fin août 2025, destiné à acheminer du gaz de Yamal au Nord de la Russie jusqu'en Chine en passant par la Mongolie sur une longueur de plus de 4000 km, n'a pas été encore tranchée.

Mais le plus important est certainement la déclaration de lancement d'un ordre multipolaire dont la Chine et la Russie se veulent désormais officiellement les promoteurs qui a été adoptée. L'objectif de cette déclaration est de formaliser la transition d'un monde unipolaire dirigé par l'Occident et de prendre en compte le déplacement des centres de gravité, le plus grand nombre d'organisations régionales et interrégionales, les interconnexions existant entre de nombreux pays sur

tous les continents et leurs interdépendances, la fragmentation des chaînes d'approvisionnement et les nouveaux systèmes de financement alternatif, c'est-à-dire les efforts de dé-dollarisation, les corridors logistiques eurasiatiques, l'intégration du Golfe et de l'Asie sur le plan énergétique et de souligner le partenariat entre la Russie et la Chine.

La déclaration de Pékin veut proposer un agenda global de paix et de développement qui puisse faire face aux dangers de fragmentation de la communauté internationale et au retour de la « loi de la jungle ». Pour cela, certains principes sont énoncés comme celui de l'ouverture du monde, celui de coopérations inclusives et mutuellement bénéfiques, le principe d'une sécurité égale et indivisible, le principe de la démocratisation des relations internationales avec l'amélioration du système de gouvernance globale et enfin le respect de la diversité des civilisations et des valeurs.

« Dans le contexte conflictuel du monde, la Chine et la Russie continuent donc à chercher à s'approprier le renouveau des relations internationales avec la Chine en arbitre. »

On retrouve très largement dans cette rhétorique celle des BRICS de même que les initiatives du président chinois de ces dernières années portant sur la sécurité, le développement, la civilisation et la gouvernance. Dans le contexte conflictuel du monde, la Chine et la Russie continuent donc à chercher à s'approprier le renouveau des relations internationales avec la Chine en arbitre. Évidemment la chronologie de cette déclaration qui intervient juste après la visite du président Trump qui a permis à la Chine et aux États-Unis d'établir un *modus vivendi* reposant sur une « stabilité stratégique constructive », donne la mesure de la rivalité fondamentale entre deux modèles, celui de l'Occident et celui qui est proposé au sud global ●



REGARD D'EXPERT

Comment peut-on interpréter la position saoudienne dans le conflit en cours au Moyen Orient ?

Par **Bertrand BESANCENOT**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Ceux qui connaissent le royaume savent que ses dirigeants disent en général ce qu'ils pensent, et disent aussi en public ce qu'ils disent en privé. Toutefois, quand la situation est critique, leur silence est un choix stratégique, particulièrement quand les enjeux sont élevés et qu'il y a de nombreux « éléments mouvants derrière les rideaux » (des facteurs sur lesquels ils n'ont pas vraiment de prise).

Dès le début du conflit dans le Golfe, le ministre des affaires étrangères a affirmé « le droit absolu de l'Arabie saoudite de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger sa sécurité, sa souveraineté et son intégrité territoriale, et pour dissuader toute agression ». Certains observateurs ont alors trouvé cette position trop molle et ont suggéré qu'une déclaration plus ferme aurait dû être faite.

Les autorités de Riyad n'en ont pas tenu compte car pour elles, la priorité était de faire ce qu'il fallait pour protéger les citoyens et résidents dans le pays, d'aider les États plus exposés du CCEAG, et de s'assurer que la guerre ne s'étendrait pas en devenant un conflit régional dangereux et sans fin. Il convenait donc d'établir une forme de dissuasion à l'égard de l'Iran tout en gardant la porte ouverte à une solution négociée, partant de la constatation que les pays du Golfe et l'approvisionnement du monde en hydrocarbures constituent les premières cibles de Téhéran.

Face à cela, un engagement direct du royaume dans la guerre n'aurait pas fait militairement une différence pour les États-Unis et Israël, qui disposent d'une puissance de feu massive – tout en refusant cependant d'engager des forces sur le terrain – mais aurait accru les risques pour les installations pétrolières et gazières du Golfe, ainsi que

pour certaines installations civiles vitales (usines de dessalement et centrales électriques).

Au lieu de faire des déclarations, les autorités saoudiennes ont préféré prendre des mesures symboliques, en demandant par exemple à l'attaché militaire iranien de quitter le pays mais pas à l'ambassadeur, afin de conserver un canal de dialogue. Surtout, le royaume a appuyé fortement la médiation pakistanaise en cours et a poursuivi les échanges téléphoniques réguliers avec le ministre iranien des Affaires étrangères.

« Naturellement, Riyad ne se fait pas d'illusion sur la nature et les ambitions du régime iranien, mais tient compte du fait que ce pays sera toujours un voisin et que des malentendus pourraient avoir des conséquences graves pour le royaume et le Golfe. »

Les Saoudiens restent en effet convaincus que si on les avait écoutés en 2015 – lorsqu'ils demandaient que l'accord JCPOA ne se limite pas à la question nucléaire, mais englobe également le programme balistique et l'appui iranien aux milices chiites au Moyen Orient – on n'en serait pas là aujourd'hui.

Par ailleurs, la presse américaine évoque le fait que l'Arabie Saoudite a récemment répliqué discrètement à des frappes sur son sol de milices irakiennes pro-iraniennes, ce qui est très probable mais n'a pas été confirmé officiellement par les autorités saoudiennes. Il y est précisé que les autorités iraniennes ont été informées en avance de cette riposte – pour éviter des pertes civiles – et que cette

action était totalement indépendante de l'opération israëlo-américaine. L'objectif de Riyad était en réalité de lancer un avertissement à Téhéran en rétablissant une forme de dissuasion. Ce message a été apparemment entendu.

De même, le *Financial Times* annonce que le royaume aurait proposé à l'Iran un pacte régional de non-agression. Il s'agit probablement de l'une des options envisagées par Riyad dans la perspective de la fin de la guerre. Une telle suggestion aurait évidemment du sens, tout en n'étant pas vraiment une idée nouvelle. La question est surtout comment un tel accord serait mis en œuvre ?

Ce qui est clair en tout cas est que l'Arabie veut éviter la reprise de la guerre et souhaite la réouverture inconditionnelle du détroit d'Ormuz. Si cela se réalise, les autres préoccupations (nucléaire, balistique, milices pro-iraniennes) pourraient alors, aux yeux de Riyad, être négociées dans le cadre d'un format inspiré du processus d'Helsinki ●



© Planet Volumes, Unsplash

REGARD D'EXPERTE

L'obésité infantile, nouveau défi sanitaire mondial

Par **Caroline PIERRON**



Titulaire d'une licence en communication des entreprises, Caroline dispose de 20 années d'expérience développée chez l'annonceur, notamment auprès de collectivités, et en agences de communication. Elle conseille et accompagne des entreprises et leurs dirigeants dans la gestion de leur communication aussi bien en relations médias que sur les réseaux sociaux. Elle rejoint Antidox en 2013 comme Directrice Conseil. Sensible aux sciences humaines et sociales, Caroline s'intéresse notamment à l'influence des technologies sur notre société.

Si la démographie mondiale enregistre un ralentissement de croissance inédit, un autre fléau menace la santé des plus jeunes. En effet, selon les estimations de World Obesity, plus de 400 millions d'enfants et d'adolescents étaient en situation d'obésité en 2025. Une maladie qui réduit en moyenne de 2,3 ans l'espérance de vie¹.

En près d'un demi-siècle, l'obésité a touché toutes les tranches d'âges et l'ensemble des régions du monde. Du fait de la transformation profonde de l'équilibre nutritionnel, le nombre d'enfants en situation d'obésité dépasse désormais celui des enfants souffrant de malnutrition classique² dans plusieurs pays, y compris ceux dits « à faibles revenus » ou même intermédiaires. Le taux d'obésité chez les enfants d'âge scolaire a presque quintuplé³, et on compte plus de 3 milliards de personnes en surpoids ou concernées par l'obésité au niveau mondial. Un chiffre qui pourrait même dépasser 4 milliards d'ici 2035⁴.

Une transformation profonde des modes de vie

Cette progression résulte d'un véritablement changement de notre société. La pollution, les perturbateurs endocriniens, l'augmentation de la sédentarité, l'explosion du temps passé devant les écrans et l'évolution des habitudes alimentaires sont autant de facteurs qui favorisent le développement de l'obésité, d'autant plus en cas de prédispositions génétiques.

Les institutions publiques ont pris conscience de cet enjeu. À ce titre, l'ARCOM a permis la régulation de la publicité télévisée pour ce type de produits en interdisant leur diffusion dans les trente



minutes précédant et suivant les programmes destinés aux plus jeunes. Sa charte alimentaire 2025-2029 vise également à « promouvoir une alimentation et des comportements favorables à la santé dans les programmes audiovisuels, les contenus numériques et les communications commerciales ».

Cependant, la promotion de ces produits reste largement présente sur les réseaux sociaux, où le cadre réglementaire demeure insuffisant. Renforcer ces dispositifs constitue pourtant une mesure essentielle pour encourager des modes de vie protecteurs pour la santé.

Le *Plan National Nutrition Santé* PNNS 5 a pour ambition de « mieux prévenir les maladies chroniques, améliorer l'accès de tous à une alimentation saine, durable et de qualité et accompagner la transformation durable du système alimentaire, tout en réduisant les inégalités sociales et territoriales en nutrition ». L'enjeu de ce plan est de permettre à chacun de pouvoir s'alimenter sainement. Les industriels de la distribution alimentaire sont invités à affirmer leur rôle d'alliés du « bien manger », en proposant davantage de promotions sur des produits alimentaires sains et bons pour la santé.

Malheureusement, et dans une période où les tensions sur le pouvoir d'achat pèsent sur l'alimentation, seulement 12% des promotions portent sur des aliments sains, comme les fruits, les légumes ou les légumineuses⁵.

Une maladie encore mal reconnue

En France, 10 millions de personnes souffrent d'obésité⁶, dont 5% d'enfants⁷. Une réalité qui doit pouvoir contribuer à faire évoluer le regard porté sur les personnes obèses. Longtemps considérée comme une responsabilité individuelle ou un manque de volonté personnelle, l'obésité est pourtant reconnue par l'OMS – et certains pays, dont les États-Unis – comme une maladie chronique, multifactorielle et évolutive.

L'obésité est une maladie complexe, mère de 18 pathologies associées dont certains cancers (côlon, pancréas, œsophage, etc.). La COVID-19 peut être considérée comme une 19^e pathologie associée, en raison des formes graves et potentiellement mortelles qu'elle favorise. Le développement de l'obésité est influencé par des facteurs biolo-

giques, génétiques, psychologiques, sociaux, économiques et environnementaux qui, selon les professionnels de santé, rendent inefficace une approche reposant uniquement sur les injonctions liées à de « bons comportements » de la part des personnes en situation d'obésité ou en surpoids.

Malheureusement, en France, cette reconnaissance reste encore un sujet de débat. Les associations de patients militent depuis plusieurs années pour une évolution du statut de l'obésité afin d'améliorer la prévention, la prise en charge des patients, la mise en place de parcours de soins adaptés et la formation des professionnels de santé. À ce jour, aucune formation spécifique aux soins de l'obésité n'est dispensée dans les cursus initiaux et continus.

Un coût sanitaire et économique qui s'amplifie

Au-delà de l'enjeu médical, l'obésité infantile pèse déjà sur les systèmes de santé et pourrait devenir l'un des principaux défis sanitaires des prochaines décennies.

De nombreuses organisations telles que l'OMS, l'OCDE, l'INSERM ou encore Santé Publique France, alertent sur une hausse continue des maladies chroniques liées au surpoids chez les plus jeunes : diabète, maladies cardiovasculaires,

hypertension ou encore troubles psychologiques. Sans politiques fortes de prévention, d'éducation nutritionnelle et de réduction des inégalités sociales, cette progression devrait se poursuivre.

En France, la prise en charge des enfants s'est améliorée avec le développement des réseaux pédiatriques et des centres spécialisés de l'obésité. Mais les associations et les spécialistes engagés sur la question dénoncent des moyens jugés encore insuffisants face à l'ampleur du phénomène.

Obtenir une réponse politique structurée

Face à cette situation, les associations de patients intensifient leurs actions, à l'instar du *Collectif National des Associations d'Obèses* (CNAO) qui milite notamment pour faire reconnaître l'obésité comme Grande cause nationale en 2027 afin de pouvoir conduire des campagnes d'intérêt général tout en bénéficiant d'espaces de diffusion gratuits auprès des médias. D'autres initiatives, comme les *États Généraux de l'Obésité*, cherchent à faire évoluer les politiques publiques et le regard de la société sur l'obésité. Toutes défendent une même approche, celle de dépasser la stigmatisation pour construire une réponse globale et pluridisciplinaire à l'échelle de notre société.

Plusieurs associations de patients, de professionnels de santé, des experts, des membres de la société civile et universitaires appellent à la mise en place d'un véritable plan obésité interministériel, structuré sur le long terme, financé et évalué, à l'image du *Plan Cancer*. Sa mise en place permettrait de coordonner les politiques publiques, d'impliquer les différents secteurs économiques et de placer véritablement la prévention et la prise en charge des patients au cœur des décisions.

Car derrière la question de l'obésité infantile se joue celle de l'espérance de vie future, des inégalités sociales de santé et de la capacité des systèmes de soins à absorber l'explosion des maladies chroniques dans les décennies à venir. Un défi démographique moderne qui ne peut plus être nié ●

Sources :

¹ OCDE

² unicef.fr - Une première mondiale : le taux global d'obésité devance celui de l'insuffisance pondérale chez les enfants et les adolescents d'âge scolaire

³ World Health Organization - Tenfold increase in childhood and adolescent obesity in four decades: new study by Imperial College London and WHO

⁴ worldobesityday.org

⁵ foodwatch.org - Promotions alimentaires : l'enquête qui prouve que les supermarchés bradent notre santé

⁶ Étude épidémiologique nationale sur le surpoids et l'obésité (OFEQ)

⁷ INSERM



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.